

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE VAILLS SAS LES SABLONS - ISDI

Les Pradells -CS 20099

66160 Le Boulou

Réf : 2024-29-PR
Code AIOT : 0018300011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 de la carrière dite des Sablons, exploitée par la société VAILLS, implantée aux lieux-dits « Valmagne Sud - Puig Sangly - Correc Douillé » sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 an(s).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- les mesures d'économies d'eau mise en place dans le cadre des restrictions d'eau ;
- l'action nationale sécheresse.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2015 modifié et l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE VAILLS SAS LES SABLONS - ISDI
- Valmagne Sud - Puig Sangly - Correc Douillé - les sablons 66490 Saint-Jean-Pla-de-Corts
- Code AIOT : 0018300011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VAILLS est implantée depuis plus de 40 ans, sur le territoire des communes de Saint-Jean-Pla-de-Corts et du Boulou. Elle œuvre dans le domaine des travaux publics, du recyclage des déchets du BTP et de l'extraction de matériaux de carrière.

Les activités de production et de traitement de matériaux nécessaires à l'approvisionnement des chantiers du secteur ou au recyclage des déchets du BTP étaient réparties sur deux sites, le site des Pradells sur la commune du Boulou en bordure du Tech et le site des Sablons.

Dans un souci de rationalisation de son activité et afin de s'éloigner des centres urbains, la société VAILLS a souhaité recentrer l'ensemble de ses activités sur le site des Sablons et ainsi regrouper l'ensemble de ses installations sur ce site.

Le site des Sablons comprend :

- Une activité d'extraction et traitement de matériaux ;
- Une activité de stockage de déchets inertes ;
- Trois plateformes techniques qui offrent des solutions de traitement, de tri, de recyclage des déchets du BTP et de stockage temporaire de matériaux naturels et inertes ;
- Une centrale à béton ;
- Une aire d'accueil pour une centrale d'enrobage temporaire mobile ;

A ce jour demeurent sur le site des Pradell le siège social, les bureaux et l'atelier d'entretien et maintenance des engins.

Les principales caractéristiques de la carrière et de l'ISDI sont les suivantes :

- Réserves totales en place : 300 000 t
- Tonnage moyen annuel : 10 000 t/an et tonnage maximal annuel : 20 000 t/an
- Tonnage annuel moyen d'inertes acceptés : 100 000 t/an et maximum : 200 000 t/an
- Durée de l'autorisation demandée : 30 ans

L'extraction des matériaux s'effectuera à la pelle hydraulique, sans une utilisation d'explosifs, à flanc de talweg.

L'autorisation initiale du site date du 15/12/1981, le renouvellement extension a été accordé par arrêté du 09/10/2015.

Cet arrêté a été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/09/2021 afin de prendre en compte les modifications apportées au site suite aux aménagements réalisés dans le cadre du déplacement des activités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Aménagement de la tête de forage	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8.1.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Suivi de la consommation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
15	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 7.4.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
5	Limitation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.1
6	Sécheresse : respect des mesures d'adaptation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.3
7	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 1.2.1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
12	Gestion des eaux de process	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.3.7
13	Gestion des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.3.7.2
14	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8.2.6.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater les moyens mis en place par l'exploitant pour limiter la consommation d'eau de son site.

Malgré les taux de recyclage importants obtenus que ce soit pour le traitement et lavage des granulats ou pour la centrale à béton, des dépassements du débit annuel autorisé sont constatés nécessitant une régularisation.

Concernant le résultat de la visite, 6 faits non-conformes ont été relevés nécessitant une demande d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;• alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;• alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;• crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
Constats : L'installation des Sablons fait partie de la zone d'alerte sécheresse « Tech - Albères ». Ce secteur est concerné par les niveaux de gestions de la sécheresse suivants : <ul style="list-style-type: none">• arrêté préfectoral du 15/06/2022 : niveau Vigilance ;• arrêté préfectoral du 07/07/2022 : niveau Alerte ;• arrêté préfectoral du 22/07/2022 : niveau Alerte renforcée ; Le dernier AP du 30/01/2024 a confirmé le niveau Alerte renforcée jusqu'au 05/04/2024. La société Vaills est autorisée à prélever de l'eau par forage avec les débits de 16 m ³ /h, 125 m ³ /j et 40 000 m ³ /an. L'exploitant précise toutefois que les usages pour le site des Sablons correspondent : <ul style="list-style-type: none">• à la réduction des émissions de poussières ;• au lavage des matériaux de l'installation de traitement avec un taux de recyclage > à 20 % ;• à la centrale à béton avec un taux de recyclage > à 20 % ; et que le site rempli de ce fait les situations d'exclusion prévues par les articles 2 et 3 (voir point de contrôle n°3). L'exploitant confirme en conséquence que les mesures de réduction de l'article 2 n'ont pas été appliquées au site des Sablons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense

contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
Constats : cf point de contrôle précédent : mesure non applicable au site des Sablons
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
<p>Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; • captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; • alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; • transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; • production, distribution et cogénération d'électricité ; • production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; • production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; • collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; • nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : L'exploitant rappelle que en dehors de l'eau sanitaire, 3 usages sont identifiés sur le site des Sablons, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le lavage des matériaux pour l'installation de traitement des granulats (65%) b) la réduction des émissions de poussières (19%) c) la centrale à béton (16%). <p>Concernant l'usage (b), le § II de l'article 2 de l'AM du 30/06/2023 précise que les usages permettant de satisfaire notamment aux exigences de protection de l'environnement, de santé publique, de protection des personnes, peuvent ne pas être pris en compte pour déterminer le</p>

<p>volume de référence auquel s'appliquent les mesures de réduction.</p> <p>Concernant les usages (a) et (c) l'exploitant précise qu'ils rentrent dans le champ des exceptions prévues à l'article 3-3° puisque :</p> <ul style="list-style-type: none"> le taux de recyclage des eaux de lavage de l'installation de traitement est supérieur à 90 %, voisin de 97 % ; le taux de recyclage des eaux de la centrale à béton est supérieure à 100 % (l'eau est recyclée plusieurs fois). <p>Concernant la prévention des émissions de poussière, l'exploitant précise que différentes mesures ont été mises en place pour limiter les émissions, notamment le revêtement en enrobés de la piste reliant l'entrée du site à la plateforme n°3, de ce fait les quantités d'eau utilisées pour cet usage ont notablement diminuées en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que les compteurs des 2 forages sont relevés avec une fréquence hebdomadaire et reportés sur un registre papier. Ces données sont ensuite reprises mensuellement par le responsable QSE pour un traitement informatique.</p> <p>Les données concernant la consommation du site sur les années 2018 à 2023 ont été transmises à l'inspection en préparation de l'inspection.</p> <p>L'exploitant confirme ne pas avoir renseigné le site national prévu pour la transmission des données de consommation.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>En particulier pendant les périodes de gestion « Alerte renforcée » et « crise », les consommations d'eau doivent être suivies journalièrement.</p> <p>Ce suivi doit porter sur le prélèvement des forages et sur le relevé des compteurs de consommation secondaires.</p> <p>De préférence ce suivi journalier doit faire l'objet d'un traitement informatique afin de pouvoir être alerté en cas de dérive ou consommation anormale par rapport à l'objectif fixé.</p> <p>Les données doivent être transmises à l'inspection conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Limitation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. [...]
Constats : En application de l'arrêté complémentaire du 13/02/2020, la société Vaills a transmis à la préfecture le 16/04/2021 une étude technico-économique concernant les conditions de prélèvement et déterminant les actions et mesures qui peuvent être mises en œuvre pour diminuer le débit instantané de prélèvement. Les mesures suivantes ont été proposées dans le cadre de l'étude : <ul style="list-style-type: none">• bassin de la plate-forme 1 étanchéifié avec de l'argile afin de récupérer les eaux de pluie• stockage de l'eau prélevée dans une cuve fermée de 700 m³ utilisée pour les eaux de procédé ;• transport de l'eau par des canalisations en PVC protégées, répertoriées et surveillées pour limiter les risques de fuite ;• mise en place de dalles étanches sous l'installation de traitement fixe des granulats, d'un clarificateur et d'une presse à boues afin d'optimiser le taux de recyclage ;• mise en place de dalles étanches sous la centrale à béton et de caniveau permettant de récupérer les eaux de la centrale et de lavage des camions toupies dans une fosse de récupération permettant la décantation et équipée de pompes pour permettre le recyclage intégral ;• les bâtiments des concasseurs et les tapis en sortie de concasseur sont équipés de bardage pour éviter la brumisation et les envols de poussières ;• les pompes sont équipées de variateur pour ajuster la consommation aux besoins ;• la piste principale reliant l'entrée à la centrale à béton et à l'installation de traitement des granulats est revêtue d'enrobés ;• les dispositifs de gestion des eaux pluviales sont dirigés vers des bassins de récupération ;• le bâchage des camions en sortie de site est imposé afin de limiter l'humidification des matériaux en sortie. L'exploitant confirme la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans l'étude technico-économique, et indique que d'autres mesures ont été mises en place à savoir : <ul style="list-style-type: none">• implantation de 3 cuves tampons complémentaires (2 x 60 m³ et 1 x 30 m³) pour récupérer les eaux pluviales notamment ;• mise en place d'un compteur amont et aval sur la canalisation d'alimentation de la centrale à béton afin de s'assurer de l'absence de fuite ;• mise en place de boutons poussoirs avec temporisation sur les lances utilisées pour le lavage des citernes bétons pour limiter les consommations lors du lavage. Ces mesures ont été vérifiées par sondage le jour de l'inspection, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• aire étanche de la centrale à béton orientant les eaux vers le bassin de décantation• aire étanche pour l'installation de traitement des granulats + bassin de récupération des égouttures + décanteur + filtre à boues ;• bardage bâtiments et principaux tapis ;• piste en enrobés jusqu'à la plateforme 3 ;• visualisation des compteurs sur les forages F3 et F4 et des principaux compteurs secondaires... L'exploitant précise que l'installation permet également de traiter une partie des matériaux nécessitant des exigences de qualité moindre par voie sèche et que le lavage des matériaux est ajusté en fonction des matériaux à traiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse : respect des mesures d'adaptation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en œuvre immédiatement les mesures prévues dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux d'alerte, de crise ou de crise renforcée sont déclenchés pour le secteur hydrographie concernant l'établissement. [...] Les mesures sont cumulatives, selon les seuils suivants : Niveau d'Alerte renforcée : <ul style="list-style-type: none">• Rappel au personnel des mesures élémentaires d'économie d'eau• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit• Nettoyage des véhicules totalement interdit• Opération de nettoyage limité aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique• Transmission du registre de consommation d'eau à l'inspection toutes les semaines.
Constats : L'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• présente les justifications (feuilles d'émargement) des sensibilisations faites auprès du personnel pour limiter les consommations d'eau ;• confirme qu'il n'y a aucun arrosage d'espace vert ;• précise que les opérations de lavages indispensables pour le fonctionnement de l'installation sont réalisées avec de l'eau recyclée et sur les zones bétonnées et canalisées permettant la récupération de la totalité de l'eau utilisée. Le registre de consommation d'eau n'est pour l'instant pas adressé à l'inspection (cf point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : Nature des installations autorisées rubrique IOTA 1.3.1.0-1° : Pompages dans l'aquifère « multicouche pliocène et alluvions quaternaires » classés ZRE pour un usage industriel (et 2m ³ /j maximum AEP), avec un débit maximal de 16 m ³ /h, compris entre 8h et 20h, 125 m ³ /j et un volume prélevé maximal global de 40 000 m ³ /an : <ul style="list-style-type: none">• Forage n°2 (eau de process en secours)• Forage n°3 (AEP et eau de process en secours)• Forage n°4 (eau de process)
Constats : L'exploitant confirme que le site est équipé de 3 forages : <ul style="list-style-type: none">• le forage F2, implanté à proximité de l'entrée du site, destiné à l'alimentation en eau de procédé, pour un débit de 6 m³/h ;• le forage F3, implanté au niveau de la plate-forme F3, destiné à l'alimentation en eau de procédé et à l'AEP, pour un débit de 11,5 m³/h ;• le forage F4, implanté à proximité du forage F3, destiné à l'alimentation en eau de procédé, pour un débit à 19,8 m³/h. L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">• le débit du forage F4 a été bridé à 16 m³/h ;• le forage F2 est uniquement utilisé en secours ;

- le forage F3 est principalement utilisé pour l'AEP (besoin d'environ 10 min/j) et en secours pour le procédé ;
- les 3 forages ne fonctionnent pas en simultané pour respecter le débit horaire autorisé.

L'exploitant confirme qu'un variateur de fréquence est utilisé pour limiter la consommation horaire sur le forage F4 à moins de 16 m³/h et qu'un système de contacteur empêche le fonctionnement simultané des 2 pompes de prélèvement.

Au cours de la visite de terrain les tableaux de commande des forages F3 et F4 (le forage F2 n'est pas utilisé) et le variateur de fréquence avec affichage de la fréquence maxi à respecter pour respecter le débit autorisé ont été visualisés.

Sur les 6 dernières années la consommation annuelle moyenne s'établit à 57227 m³, la consommation sur 2023 est de 44468 m³. La diminution sur 2023 est principalement liée à une baisse de la production de granulats (-18%).

L'exploitant justifie principalement le dépassement du débit annuel autorisé (40000 m³) par :

- la non prise en compte de la consommation de la centrale à béton lors des estimations initiales ;
- une sous-estimation des besoins lors de la conception du projet de l'installation de traitement ;
- une sur-estimation des quantités d'eau pouvant être récupérée dans les bassins de rétention des eaux pluviales ;
- une quantité de granulats traités supérieure aux prévisions.

L'exploitant a transmis en préparation de l'inspection un Porter à Connaissance (PAC) intitulé « Transfert de volumes autorisés de prélèvements d'eau » qui a pour objet de régulariser la situation du prélèvement sur le site des Sablons.

Ce PAC fera l'objet d'une instruction par l'inspection et d'une proposition à la préfecture, dans l'attente il est confirmé la nécessité de respecter les débits autorisés.

Compte tenu de la transmission de ce PAC et dans l'attente de son instruction l'inspection ne propose pas de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aménagement de la tête de forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de la tête de forage

Prescription contrôlée :

Autour de chaque tête de forage est réalisée une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux.

Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.

Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local.

Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute

<p>pollution par les eaux superficielles.</p> <p>En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur de l'ouvrage est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Les conditions de réalisation et d'équipement des forages doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Lorsque un forage est conservé pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport rédigé par l'hydrogéologue Christian SOLA intitulé « rapport de fin de travaux de forages » (rapport du 06/05/2019). Ce rapport concerne les 4 forages F1, F2, F3 et F4.</p> <p>Ce rapport confirme que le forage F1 a été colmaté dans les règles de l'art en octobre 2017 et précise les conditions d'aménagement des têtes de forage, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • F2 : Dalle en béton de protection de 1,8 x 1,6 m et 0,3 m au niveau du sol, la tête du forage dépasse de 54 cm au-dessus de la dalle en béton et est étanche, protection de la tête de forage par une margelle maçonnée en parpaings de 1,70 m x 1,50 m et 1,20 m de haut, fermée par un capot métallique à bords recouvrants, cadénassé. Elle comporte une grille d'aération en paroi latérale de la margelle ; • F3 : la tête du forage dépasse de 52 cm au-dessus de la dalle en béton de 2 m x 2 m x 0,3 m étanche. Protection de la tête du forage par une margelle maçonnée en parpaings de 1,70 m x 1,50 m et 1,20 m de haut, fermée par un capot métallique à bords recouvrants, cadénassé. Elle accueille le compteur volumétrique et le robinet de prélèvement. Elle comporte 1 grille d'aération en paroi latérale de la margelle. • F4 : la tête du forage dépasse de 60 cm au-dessus du socle en béton de 2,0 x 1,94 x 0,3 m étanche, protection de la tête du forage par une margelle rectangulaire, en parpaings de béton de 1,70 x 1,50 m x 1,20 m de haut, fermée par un capot métallique à bords recouvrants. Elle accueille le compteur volumétrique. La margelle est équipée d'une grille d'aération avec moustiquaire. <p>Au cours de la visite les margelles de protection fermées par un capot métallique des forages F3 et F4 ont été visualisées.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les grilles d'aération présentes sur les margelles, qui sont détériorées, doivent être remplacées ; • le positionnement des canalisations en sortie du forage, semblant traverser la dalle béton de protection, doit être vérifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Suivi de la consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la consommation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de prélèvement sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Des compteurs divisionnaires sont positionnés afin de suivre les consommations d'eau pour les principales utilisations. Doivent en particulier être distingués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'alimentation de l'installation de traitement fixe, • L'apport d'eau pour la fabrication du béton, • L'aire de lavage des engins,

<ul style="list-style-type: none"> • L'arrosage des pistes. <p>L'exploitant doit pouvoir justifier que le taux de recyclage des eaux de lavage de l'installation de traitement fixe est supérieur à 90%. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les forages exploités F2, F3 et F4 sont munis de compteurs volumétriques. Le forage F2 n'étant pas utilisé seuls les forages F3 et F4 font l'objet de relevés hebdomadaires.</p> <p>Les compteurs divisionnaires suivants sont en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compteur d'alimentation de la centrale à béton ; • compteur d'alimentation de l'installation (non relevé) ; • compteur au retour de la presse à boues ; • 3 compteurs en sortie du décanteur de l'installation de traitement fixe : PE1 (eaux crible CV2), PE2 (eaux crible CV1 et débourbeur) PE3 (eaux partie sable). <p>Les volumes utilisés pour l'arrosage des pistes sont déterminés en multipliant le nombre de voyages pour l'arrosage des pistes par le volume de la citerne utilisée de 14 m³.</p> <p>Le calcul du taux de recyclage de l'installation de traitement est réalisé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • calcul de l'appoint pour l'installation de traitement : consommation F4 – consommation centrale à béton – consommation estimée pour l'arrosage ; • calcul de l'eau utilisée pour l'installation : somme des compteurs PE1 + PE2 + PE3 ; • calcul du rapport entre l'eau utilisée et l'appoint. <p>D'après l'exploitant le taux de recyclage est de l'ordre de 96 - 97 %</p> <p>L'exploitant confirme que l'eau du forage n'est pas utilisée pour le lavage des engins (utilisation de l'eau recyclée en sortie du clarificateur, lavage sur aire bétonnée permettant la récupération des eaux).</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'inspection précise que le taux de recyclage de l'installation de traitement doit préférentiellement être calculé avec le compteur d'eau d'appoint de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) • les secteurs collectés et les réseaux associés • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les bassins de rétention des eaux pluviales • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan affiché en salle présentant les réseaux d'alimentation en eau de l'installation et les utilités.</p> <p>Le schéma de circulation des eaux pluviales n'a pas été mis à jour à la suite des différents aménagements.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>Le plan des réseaux d'eaux et de circulation des eaux pluviales internes et externes doit être mis à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Rétention des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales tombant sur les zones en exploitation, les stériles, les stocks... sont canalisées et collectées dans des dispositifs dimensionnés pour assurer une décantation sur la base d'un événement décennal. Ces dispositifs devront être régulièrement entretenus de manière à conserver leur efficacité.</p> <p>Le niveau correspond au volume libre nécessaire pour recevoir les eaux d'un événement décennal est matérialisé sur chaque bassin ;</p> <p>les bassins de décantation sont équipés d'un ouvrage de fuite ou d'un dispositif équivalent permettant de garantir le volume libre correspondant à une pluie décennale.</p> <p>☞ Caractéristiques minimales des bassins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bassin de la plate-forme n°1 : capacité de stockage de 7000 m³ • bassin de la plate-forme n°2 : capacité de stockage de 3500 m³ • bassin n°3 en aval de la carrière : capacité de stockage de 11500 m³ <p>Les bassins sont étanchés avec des matériaux imperméables sur 1 à 2 mètres d'épaisseur (fines de lavage notamment). Pour les événements pluvieux dépassant l'occurrence décennale un déversoir de sécurité permet le rejet des eaux via une noue créée et dimensionnée et aménagée jusqu'au point de rejet au milieu naturel, à savoir respectivement le Correc Doller, le Correc de la Josepa et le Correc d'en Just</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite les 3 bassins des plate-formes 1, 2 et 3 ont été visualisés.</p> <p>L'exploitant présente l'étude hydraulique de dimensionnement d'un ouvrage de rétention (rapport du bureau d'étude CHARLET de mars 2019) qui concerne le bassin n°3. Ce rapport précise que le volume de rétention du bassin n°3 est de 16000 m³ et que le bassin est équipé d'un orifice de fuite de 600 mm. Ce rapport préconise des aménagements du bassin.</p> <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>L'exploitant doit justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la conformité des 3 bassins aux dispositions de l'article 4.2.2 • la réalisation des aménagements proposés par le BE CHARLET dans son rapport de mars 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Gestion des eaux de process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de process
Prescription contrôlée : ☞ Les eaux de lavage de l'installation de traitement fixe et les eaux issues de la décantation des boues de laitances de la centrale à béton sont gérées en circuit fermé. Aucun rejet d'eau de procédé au milieu naturel n'est autorisé.
Constats : Au cours de la visite l'inspection a visualisé les différents équipements permettant le fonctionnement en circuit fermé de la centrale à béton : <ul style="list-style-type: none">• aire étanche en béton sous l'installation ;• caniveaux permettant la récupération des eaux ;• zone de lave des camions citernes étanche ;• rampe pour le lavage des toupies ;• bassins de décantation en cascade ;• bassin de récupération finale des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion des eaux de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 4.3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de lavage
Prescription contrôlée : Les eaux de lavage de l'installation de traitement fixe seront traitées dans une station de traitement avant d'être réinjectées dans le processus de traitement. L'installation de traitement comporte un bassin floculateur, un bassin clarificateur et un bassin clarificateur, une presse de déshydratation des boues retirées du clarificateur et un bassin et de séchage des boues conservé en secours. La société Vaills doit pouvoir justifier que le floculant utilisé est non dangereux pour l'environnement et que le taux de recyclage des eaux est supérieur à 90%. Le bassin de décantation et de séchage des boues de lavage prévu en secours de la presse de déshydratation a une superficie minimale de 500 m ² et une capacité de stockage de 800 m ³ .
Constats : Au cours de la visite l'inspection a visualisé les principaux équipements permettant le fonctionnement en circuit fermé de l'installation de traitement : <ul style="list-style-type: none">• aires étanches en béton sous l'installation ;• caniveaux permettant la récupération des eaux ;• zone de lave des engins étanche ;• clarificateur ;• presse de déshydratation... L'exploitant confirme avoir conservé en secours un bassin de décantation des boues en cas de panne de la presse à boues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 8.2.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Phase quinquennale n°2 : à T+10 ans :

<ul style="list-style-type: none"> x Poursuite des travaux de défrichement et de décapage préalable de la partie sud-est du talweg sur environ 2,7 ha, x Progression des 3 zones d'extraction de part et d'autre du talweg vers le sud, x Remblaiement avec des matériaux inertes du fond du talweg à la cote 150 mNGF et de la zone d'extraction nord-est à la cote 165 mNGF (extension progressive de la plate-forme n°3 vers le sud, début du réaménagement de la zone carrière), x Extension progressive vers le sud de la plate-forme d'alimentation de l'installation de traitement fixe située à la cote 170 mNGF, x Végétalisation du talus de remblais mis en place en travers du talweg.
<p>Constats : L'exploitant présente le dernier plan topographique d'exploitation et commente ce plan. Le phasage est pour l'instant respecté mais l'exploitant signale leur volonté de favoriser au maximum le recyclage des matériaux et de limiter l'enfouissement des déchets inertes. A terme une mise à jour du plan de phasage sera déposée pour tenir compte de l'évolution du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Débroussaillage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article 7.4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée : ☞ En application de l'arrêté préfectoral n°2013238-0011 du 26/08/2013 relatif aux mesures de prévention des incendies de forêts et milieux naturels applicables sur le territoire des communes du département des Pyrénées-Orientales, l'exploitant a l'obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé le site selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 mètres. b) Abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature de façon à permettre, sans encombre, le passage des véhicules de secours. Toute végétation doit être dégagée sur une hauteur de 4 mètres et sur une largeur de 4 mètres (largeur de la voie et de ses accotements).
<p>Constats : L'exploitant indique que des opérations de débroussaillage sont épisodiquement réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le long de la piste d'accès à la plate-forme n°3 ; • parallèlement aux opérations de défrichage programmées dans le cadre des mesures compensatoires ; • en cas d'implantation d'une centrale d'enrobés temporaire. <p><u>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</u> L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • définir dans un document les opérations de débroussaillage à réaliser sur le site, la fréquence et les zones concernées, afin de répondre aux obligations de l'article 7.4.5. • mettre en place un registre permettant de vérifier /justifier la bonne réalisation de ces opérations.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>